



caf.fr

POUVOIR ADJUDICATEUR
(organisme contractant)

(Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public)

CAF DES HAUTS-DE-SEINE
70-88 RUE PAUL LESCOP
92000 NANTERRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA PROCEDURE ADAPTEE N° 07/2025

**PRESTATIONS DE CONSEIL, D'ASSISTANCE ET
DE REPRESENTATION JURIDIQUE EN
DROIT SOCIAL, DESTINÉES À LA
CAF DES HAUTS-DE-SEINE**

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDES PASSE PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R.2124.1 ET 2, R.2162-1 A R.2162-6, R.2162-13 ET R.2162-14, R.2131-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Date d'établissement : 17/06/2025

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 : RÉGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES	5
3.1 : REGLEMENTATION	5
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES	5
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES.....	5
4.1 : PIECES PARTICULIERES	5
4.2 : PIECES GENERALES	6
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIÈRES.....	7
7.1 : FORME ET CONTENU DES PRIX	7
7.2 : REVISION DES PRIX.....	8
7.3 : CLAUSE BUTOIR	8
7.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
ARTICLE 8 : LIQUIDATION DES DÉPENSES	8
8.1 : AVANCE	8
8.2 : FACTURATION.....	9
8.3 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	9
8.4 : MODALITES DE PAIEMENT	10
8.5 : TAXES	10
ARTICLE 9 : PÉNALITÉS	10
9.1 : PENALITES DE RETARD	10
9.2 : AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	10
9.3 : REGLES COMMUNES AUX DIFFERENTES PENALITES.....	11
ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	12
11.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE	12
11.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS.....	14
ARTICLE 12 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	14
ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	15
ARTICLE 14 : MISE EN REGIE - RÉSILIATION	15
14.1 : MISE EN REGIE	15
14.2 : RESILIATION.....	15
ARTICLE 15 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	16

SOMMAIRE suite

ARTICLE 16 : REGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	16
ARTICLE 17 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	18
ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	18
ARTICLE 19 : LANGUE	19
ARTICLE 20 : LITIGES	19
ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....	19

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine, dont le siège social est situé au : 70-88 rue Paul Lescop, 92000 Nanterre, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le pouvoir adjudicateur ». L'organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur général ou son délégué.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme contractant. Tous les règlements des sommes dues au titre du présent marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Pour la conduite, la vérification et la bonne exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur est représenté par la Direction des Ressources.

- D'autre part, le titulaire du marché, désigné dans le marché par l'expression « le Titulaire ».

Dès notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique qui le représente pour tout ce qui concerne l'exécution du marché pendant toute sa durée. Cette personne, chargée de la conduite des prestations, devra avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires. En cas de changement de personne et/ou de coordonnées, le Titulaire devra en informer l'organisme dans les plus brefs délais.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent accord-cadre à bons de commandes, que l'Organisme contractant entend passer pour **la réalisation de prestations d'assistance, de conseil et de représentation juridique hors contentieux, ou à l'occasion de procédures précontentieuses ou contentieuses, en droit social.**

Le titulaire de l'accord-cadre est soumis à une obligation de résultat. Il s'engage à assurer dans les règles de l'Art l'ensemble des missions qui lui sont confiées par l'organisme.

Le contenu et les caractéristiques des prestations attendues figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du marché.

Ne sont concernés par le présent marché que les demandes, affaires ou litiges qui surviendront à compter de la notification. Les demandes, affaires ou litiges en cours en sont exclus : les interlocuteurs en place sont maintenus dans l'exercice de leurs prestations jusqu'à l'issue des instances et actions.

Par ailleurs, à titre indicatif, le nombre d'heures annuelles estimatif des prestations est de 60 heures pour les prestations de conseil et de 160 heures pour le contentieux. Ces volumes d'activité, en constante évolution, sont donnés uniquement à titre indicatif, ils n'ont aucune valeur contractuelle.

Le Titulaire prend note que la Caf des Hauts-de-Seine se réserve le droit de faire appel à la concurrence pour des dossiers particulièrement complexes et stratégiques croisant le droit social, le droit administratif et/ou pénal, par voie de procédure adaptée.

ARTICLE 3 : RÉGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES

3.1 : REGLEMENTATION

L'accord-cadre est un marché de services « spécifiques » (figurant à l'avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques du 31 mars 2019) et est à ce titre conclu après procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R.2123-1 3° du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre est passé par l'Organisme contractant, dans le cadre de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général, selon l'article L.124-4 du Code de la Sécurité Sociale et selon l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique, et enfin par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I - arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES

L'accord-cadre, mono attributaire, sera exécuté au moyen de bons de commandes au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées par les articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, **sans minimum et avec un montant fixé à 100 000 € HT sur toute sa durée.**

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 7 du CCAP. L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Dès lors que l'accord-cadre aura atteint son maximum celui-ci sera automatiquement échu.

Ce montant maximum s'apprécie sur la durée totale de l'accord-cadre, sachant que l'année prise en compte pour établir ce montant correspond à une année d'exécution du marché, comprise entre sa date de prise d'effet et la date d'échéance contractuelle, et non par année civile.

La CAF des Hauts-de-Seine ne prend aucun engagement quant à la régularité et à l'importance des prestations, le titulaire devant être en tous les cas en mesure d'y répondre dans les délais fixés.

En vertu des articles 4 et 54 de la loi n° 71-1130 du 30 décembre 1971, les prestations objet de l'accord-cadre sont réservées aux personnes habilitées à exercer l'activité de consultation juridique et aux personnes habilitées à exercer l'activité de représentation en justice.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-après.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales de vente du titulaire, tarifs, documentation, ...), et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

4.1 : PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'Acte d'engagement et ses deux annexes (bordereau de prix et cadre de réponse technique), signé par le candidat pour la procédure référencée PA n° 07/2025, également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P n° 07/2025) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P n° 07/2025), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- les éventuels avenants,
- les fiches d'expression de besoin valant bons de commande,
- l'offre technique du Titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

4.2 : PIECES GENERALES

- L'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale,
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique,
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.P.I) visé à l'article 4.1.
- Les normes et règlements en vigueur, notamment : la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ; le décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 modifié organisant la profession d'avocat ; le décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 modifié relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine pour une durée de quarante-huit (48) mois.

Durant cette durée de 48 mois, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer le marché, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé (courrier électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 14.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

ARTICLE 6 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de « fiches d'expression de besoin » faisant office de bons de commande, émis au fur et à mesure par l'Organisme. Aucune fiche d'expression de besoin ne pourra plus être émise après l'échéance de l'accord-cadre.

Toute prestation contentieuse engagée avant l'échéance du présent marché est réalisée et/ou poursuivie jusqu'à son achèvement complet. La présente clause, conforme à l'intérêt général et aux

spécifications des prestations objet du marché, s'applique aux contentieux en cours et ce, tant en référé qu'en première instance.

À compter de la date d'émission d'une fiche d'expression de besoin relative aux prestations de règlement des précontentieux et des contentieux du 1^{er} et second degré juridictionnel, à la demande de la Caf, il peut être prévu une réunion, dans les 5 jours ouvrés maximum, en vue d'assurer la préparation et la bonne exécution des prestations.

Aucune prestation ne sera rémunérée si elle n'a pas fait l'objet d'une commande, et si celle-ci n'émane pas directement de l'organisme contractant.

ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIÈRES

7.1 : FORME ET CONTENU DES PRIX

L'accord-cadre est conclu à prix mixtes par application des prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le bordereau de prix en annexe 1 à l'Acte d'engagement. Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit **juillet 2025**. Ce mois est appelé mois zéro (mØ).

Les prix comprennent **l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations, à savoir :**

- toutes les charges fiscales et parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- les frais de déplacement, d'hébergement, de restauration du titulaire et d'organisation matérielle en cas de réunions de travail dans les locaux de l'organisme demandeur ou en dehors ;
- les frais de recherches, d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'organisme ;
- les frais de rédaction, de bureautique, de reprographies, d'envoi et de livraison des livrables attendus ;
- les frais de conseils ou d'assistance sous toutes leurs formes, y compris l'assistance à la rédaction des courriers, de réponse ou d'actes ;
- pour les procédures contentieuses, le forfait comprend l'ensemble des prestations nécessaires à la représentation de l'organisme (aide à la décision, écritures, requêtes, mémoires, dossier de plaidoirie, les travaux de recherche et d'expertise, de rédaction de courriers, conclusions, assignations, démarchés juridictionnelles),
- la cession des droits de propriété intellectuelle,
- tous les autres frais supportés par le titulaire pour l'exécution complète de la prestation ;
- les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

❖ **Débours**

Lorsque le titulaire est amené à faire intervenir des tiers pour des missions spécifiques qu'il ne peut légalement remplir lui-même, il en informe préalablement l'organisme adhérent pour validation et prise en charge financière, le cas échéant.

Les frais seront réglés au titulaire, qui en aura fait l'avance pour le compte de l'organisme demandeur, après présentation d'une note de débours et de la facture du tiers concerné.

Ces frais comprennent notamment : frais de médecin-conseil, frais d'huissier de justice, expert désigné par le juge, etc.

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

7.2 : REVISION DES PRIX

Les prix resteront fermes jusqu'au 30 juin 2026. Au-delà, si le marché se poursuit, ils pourront être révisés annuellement par le Titulaire selon la formule suivante :

$$P_R = P_o \times \left[0,20 + 0,80 \times \frac{CPF69.10_R}{CPF69.10_o} \right]$$

Dans laquelle :

P_R = prix révisé

P_o = prix d'origine pour la première révision, puis prix précédent pour les révisions suivantes

$CPF69.10_o$ = Valeur des « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises – Services de conseil et représentation juridique – identifiant 010546416 - valeur pour le mois d'établissement des prix.

$CPF69.10_R$ = même indice, dernière valeur connue au moment de la révision.

L'application de la révision incombera au titulaire dans sa facturation. Un mois avant que la révision ne soit applicable, le titulaire doit fournir les justificatifs (notamment la copie des indices mentionnés dans la formule ci-dessus) permettant à l'organisme de contrôler les paramètres de la formule de révision. Un bordereau des prix révisés, conforme, devra être transmis par le Titulaire à la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine, afin d'être accepté formellement. Il servira de pièce justificative lors de l'établissement des factures.

7.3 : CLAUSE BUTOIR

Dans la mesure où au cours d'une période de douze mois les prix ainsi révisés viennent à dépasser le seuil de 5 % annuel, par rapport aux prix précédemment pratiqués, la révision globale sur l'année sera limitée à ce pourcentage.

7.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toutefois, dans la mesure où les prix révisés à la hausse viendraient à dépasser le seuil annuel de 5% par rapport à ceux précédemment pratiqués, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois, sans que cela ne donne lieu à indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 8 : LIQUIDATION DES DÉPENSES

8.1 : AVANCE

Sans objet.

8.2 : FACTURATION

Après la décision de réception définitive des prestations par l'organisme, le titulaire adresse par mail sa facture récapitulant les prestations effectuées à : marilyn.bez@caf92.caf.fr , karen.robic@caf92.caf.fr , en copie sylvie.boizard@caf92.caf.fr et cindy.machecler@caf92.caf.fr

Outre les mentions légales, ces factures doivent comporter les indications suivantes :

- La référence du marché ;
- La date d'établissement et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro Siret du titulaire ;
- La référence de la fiche d'expression du besoin Caf et sa date ;
- La description des prestations exécutées ;
- Le nombre d'heures exécutées ou le forfait appliqué ;
- Le détail des honoraires correspondants, inscrit dans l'annexe tarifaire, en distinguant le coût des prestations de conseil hors contentieux/contentieux.
- L'intitulé et le numéro de compte bancaire du titulaire ;
- Le tarif total H.T. de la prestation ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total TTC de la prestation.

Aucun supplément de prix ne pourra être admis s'il ne correspond pas à une prestation demandée par la CAF.

8.3 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique.

En vertu de l'article 37 de la Loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 relative à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai maximum fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros par facture, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de huit points de pourcentage.

8.4 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet. L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

8.5 : TAXES

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable en l'espèce. À la signature du marché, la T.V.A. est applicable au taux de 20 %.

ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

9.1 : PENALITES DE RETARD

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.PI. « Pénalités pour retard », les pénalités suivantes pourront être appliquées sans mise en demeure :

- 150 euros pour tout manquement du Titulaire à ses obligations ou par jour de retard dans la remise des livrables constaté dans l'exécution des prestations, objet du marché, sans que le montant total ne puisse excéder 3000 euros.
- 3000 euros en cas de dépassement d'un délai contentieux conduisant à l'irrecevabilité d'une action, sans préjudice des indemnités pouvant être demandées par ailleurs.

9.2 : AUTRES PENALITES SPECIFIQUES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, il est prévu les pénalités supplémentaires suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour retard dans le remplacement de l'avocat chargé du dossier	Journalière	150 €	<p>Le titulaire dispose de 5 jours pour procéder au remplacement d'un membre de l'équipe, lorsque ce dernier n'est plus affecté définitivement ou temporairement à l'exécution du marché.</p> <p>En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 150 euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard et le cas échéant jusqu'à la résiliation du marché.</p>

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour absence aux réunions	Forfaitaire	150 €	Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué pourra être pénalisée. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.
Pénalités pour absence à une instance dans le cadre de la représentation de l'organisme	Forfaitaire	800 €	Toute absence à une instance dans le cadre de la représentation de l'organisme pourra être pénalisée. Est considérée également comme absence la représentation du titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

9.3 : REGLES COMMUNES AUX DIFFERENTES PENALITES

En cas de manquements répétés, après une mise en demeure adressée au Titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché sans préavis, et sans indemnités ni dommages et intérêts, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les pénalités peuvent être cumulées et sont retenues sur les sommes dues au titulaire pour l'exécution de la prestation en cause.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €.

ARTICLE 10 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures (standards ou non).

L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

S'agissant des résultats, qui couvrent ce qui est élaboré dans le cadre du marché (supports de formation notamment), sauf les connaissances antérieures (standards ou non - définies aux articles 34.2 et 34.3 du CCAG), le Titulaire concède à l'organisme contractant un droit non exclusif d'utilisation.

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Le Titulaire garantit en outre l'Organisme contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation des résultats, notamment pour l'exercice de reproduire.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance, qui pourrait être subi par l'Organisme contractant sont, au choix du Titulaire, les suivantes :

- soit de modifier ou de remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
- soit de faire en sorte que l'Organisme contractant puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de droits supplémentaires.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

11.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, au moment de sa soumission ou après le dépôt de son offre, devra obligatoirement en faire la demande à la Caf 92. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 (**version janvier 2024**) dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant). Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'Organisme contractant ou son délégué.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme demandeur. Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

Le pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- . la nature et la durée des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

11.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement. L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 12 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-PI, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Le Titulaire est responsable des dommages de toute nature que son personnel pourrait causer aux enfants confiés à ses structures au titre du marché. Le Titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

Le Titulaire sera seul responsable de tout dommage résultant de son propre fait ou du fait de ses préposés. Ces derniers resteront sous sa garde (au sens du Code civil) pendant l'exécution des prestations de telle sorte que tous les accidents ou toutes les infractions qui surviendraient relèvent de sa seule responsabilité.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine. En tout état de cause, avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le Titulaire garantit les personnels contre les conséquences de leur responsabilité civile et notamment à l'occasion de dommages qu'ils pourraient causer aux enfants. Il en est de même contre les dommages dont les enfants peuvent être les auteurs.

Le réservataire n'encourt aucune responsabilité d'aucune sorte que ce soit au titre de l'accueil des enfants dans les crèches. Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ses contrats d'assurance. Chaque année le prestataire devra produire les attestations justifiant du paiement des cotisations des polices d'assurance ci-dessus mentionnées.

ARTICLE 14 : MISE EN REGIE - RÉSILIATION

14.1 : MISE EN REGIE

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat : il s'engage à assurer les prestations qui lui sont confiées dans les délais prévus, et prendra toutes mesures pour fournir l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de ses prestations.

En cas de manquement à cette obligation, les prestations inexécutées ou inachevées pourront faire l'objet d'une mise en régie aux frais et risques du titulaire, sans préjudice d'une éventuelle résiliation, si ce dernier est dans l'incapacité humaine et/ou matérielle de faire face à l'une des demandes de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

14.2 : RESILIATION

Le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées aux articles 36 et suivants du CCAG-PI.

Par ailleurs, la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine pourra procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans qu'il puisse prétendre à indemnités, en cas de non-respect des obligations contractuelles mises à sa charge pour l'exécution du marché et notamment en cas de non-respect des délais contractuels.

La résiliation prendra effet après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception (assortie d'un délai d'exécution et des sanctions encourues) restée sans suite.

ARTICLE 15 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

ARTICLE 16 : REGLEMENT GÉNÉRAL DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les parties respectent les obligations leur incombant en vertu de la réglementation en vigueur applicable au **traitement de données à caractère personnel** et, en particulier l'article 28 du règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le responsable du traitement (le pouvoir adjudicateur) et le sous-traitant (le titulaire) s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et, en particulier, le RGPD et la loi informatique et Libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Les **données à caractère personnel** s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une **personne physique**.

Le traitement de données à caractère personnel s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Organisme contractant, **les données à caractère personnel des salariés de la Caf**, nécessaires pour fournir les prestations objet du marché.

La **nature des opérations** autorisées sur les données est :

- Création d'un fichier, informatisé ou non,
- Transmission à la Caf,
- Archivage,
- Destruction,
- Pilotage/reporting.

Les traitements de données à caractère personnel ont pour **seule finalité** l'exécution des prestations juridiques en matière de droit social, telles que définies dans les documents contractuels. Cela inclut, sans s'y limiter, l'analyse de situations individuelles ou collectives, la rédaction de consultations juridiques, l'assistance dans le cadre de procédures contentieuses ou précontentieuses, et le conseil relatif à la gestion des relations de travail.

Les **données à caractère personnel** potentiellement concernées par le traitement sont celles relatives **notamment** à l'état civil, adresse mail et postale, n° de téléphone, n° d'agent, n° de sécurité sociale, lieu de travail, le numéro de téléphone, la situation professionnelle, etc. Cette liste n'est pas limitative.

La **catégorie de personnes** concernées est **tout salarié ou ex-salarié de la CAF** et d'une façon générale toute personne physique identifiable figurant dans le fichier constitué.

Le responsable du traitement s'engage à :

- Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement,
- Fournir au sous-traitant la description des prestations confiées dans le cadre du présent marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données.
- Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission.
- Superviser le traitement, y compris réaliser des audits et inspections auprès du titulaire le cas échéant.
- Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à CNIL.

Le sous-traitant s'engage à :

1. Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de sous-traitant, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du RGPD,
2. traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement, et en aucun cas pour ses propres besoins ou les besoins d'un tiers, et conformément aux instructions du responsable du traitement.
3. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
4. prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
5. **informer immédiatement** par écrit l'organisme contractant sous un délai de 24 heures de toute **divulcation, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e)** ou potentiel(le) des données à caractère personnel des allocataires. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
6. **Exercice des droits des personnes** : dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.
7. **Mesures de sécurité** : le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et conservatoires permettant d'éviter tous détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

8. Fournir au responsable de traitement les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute personne faisant office de délégué.

Transfert des données personnelles vers des pays tiers : le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'UE ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD.

Durée de l'autorisation du traitement des données personnelles : valable pendant la durée du marché.

Sort des données : à la résiliation ou à l'expiration du marché, le titulaire devra, à la demande de l'organisme contractant, supprimer ou restituer rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et à procéder à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies. **Il en informera la Caf par écrit.**

Le sous-traitant sera responsable en cas de manquement lui étant exclusivement imputable et/ou à ses sous-traitants ultérieurs. À ce titre, le sous-traitant s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

Les coordonnées du délégué à la protection des données du responsable du traitement des données sont les suivantes : Délégué à la protection des données mutualisé – Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (MACSSI) – 32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris cedex 14 – protection-dp@cnafr.fr

ARTICLE 17 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la Caf, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont **obligatoirement** déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire du marché.

De même, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Prestations de conseil, d'assistance et de représentation juridique en droit social destinées à la Caf des Hauts-de-Seine

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

ARTICLE 19 : LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont émises en Français.

ARTICLE 20 : LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Sauf arbitrage reconnu par les deux parties, les litiges qui pourraient survenir sur l'interprétation ou/et dans l'exécution du présent marché relèveront de la seule compétence des tribunaux dont relève l'Organisme contractant.

ARTICLE 21 : DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles suivants du CCAP dérogent au CCAG-PI :

CCAP	CCAG-PI
Article 9 : « pénalités ».	Article 14.